

67^{ème} SESSION DU COMITE EXECUTIF DU HCR

Genève (3 au 7 octobre 2016)

.....

**INTERVENTION DU CHEF DE LA DELEGATION
DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**

**Monsieur le Président,
Monsieur le Haut Commissaire,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi, un grand honneur de prendre la parole devant cet auguste assemblée pour délivrer le message du Gouvernement de la République de Guinée.

Je voudrais tout d'abord vous exprimer, Monsieur le Président, ainsi qu'aux membres de votre bureau, mes sincères félicitations pour votre brillante élection à la présidence de cette 67^{ème} session.

Je tiens également à transmettre les félicitations du peuple et du Gouvernement et singulièrement de Son Excellence Professeur Alpha CONDE, Président de la République à Monsieur Filippo Grandi pour sa nomination à la tête du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ma délégation lui exprime tout son soutien dans l'accomplissement de sa noble mission. Nous avons la ferme conviction qu'il poursuivra avec succès l'œuvre de son prédécesseur Monsieur Antonio Guterres auquel nous rendons hommage.

Ma délégation souscrit à la déclaration du groupe africain faite par le Soudan.

Monsieur le Président,

La 67^e Session du Comité Exécutif du HCR, se tient dans un contexte marqué par des crises migratoires d'une ampleur sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Les afflux incessant des milliers de migrants et de réfugiés en Europe constituent aujourd'hui l'un des plus grands défis auquel la communauté internationale fait face.

L'inversion de cette tendance, nécessite, au-delà des discours, une mobilisation plus forte, une volonté politique résolue de la part des dirigeants du monde.

**Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs,**

Nous ne cesserons de le rappeler, aussi longtemps que les conflits armés, le terrorisme, les persécutions de tout genre, et la pauvreté ne seront pas éliminés dans le monde, vous en conviendrez que rien ne pourra freiner les populations à migrer et à se réfugier là où elles pensent trouver de l'espoir.

Cet espoir, **Mesdames et Messieurs**, c'est bien entendu l'espoir de vivre dans la paix, dans la liberté et la dignité. C'est l'espoir de trouver du bien-être économique et social. Bref, l'espoir de pouvoir jouir de tous les droits humains.

La communauté internationale devrait donc faire face à deux défis majeurs :

- D'une part, répondre aux besoins sans cesse croissants d'assistance et de protection de plus de 65 millions de personnes déplacées à travers le monde.
- De l'autre, éliminer de façon durable les causes qui forcent les populations à fuir leur pays.

Il va s'en dire que la Communauté internationale devrait donc, en priorité, s'engager résolument à ramener la paix dans les pays qui sont en proie à des violents conflits meurtriers tels que la Syrie, l'Iraq, le Yémen, la Lybie, l'Afghanistan et autres ; dont les ressortissants forment aujourd'hui les plus grands contingents des migrants et réfugiés.

Bref, la communauté internationale doit s'investir dans la recherche des voies et moyens concourant à la lutte pour l'éradication de la pauvreté extrême sur le socle de la satisfaction des légitimes aspirations des peuples à la pleine jouissance de tous les droits humains.

C'est le lieu pour ma délégation de rendre un hommage mérité au HCR et à toutes les agences humanitaires nationales et internationales qui œuvrent inlassablement pour fournir à des millions de migrants et de réfugiés, l'assistance et la protection dont ils ont besoin.

Mon pays exprime ici sa solidarité et son soutien moral aux populations et aux Gouvernements des pays Européens qui, malgré l'ampleur de la crise migratoire à laquelle ils sont confrontés, continuent de faire preuve de responsabilité, d'hospitalité et de générosité à l'égard des centaines de milliers de réfugiés arrivés ces dernières années sur leurs territoires.

Monsieur le Président,

La République de Guinée, a été elle aussi, confrontée à un afflux massif de plus 800 000 réfugiés, suite aux conflits armés survenus dans les années 90 au Libéria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire.

La Guinée s'est acquittée de son devoir de solidarité en dépit des effets pervers de la présence prolongée des réfugiés sur son sol, grâce à l'appui de la communauté internationale et la contribution qualitative du HCR. Pour ce faire, ma délégation voudrait insister sur le partage des responsabilités en vue d'assurer au pays hôte un soutien adéquat.

Aujourd'hui quelques 6 000 réfugiés et demandeurs d'asile, en majorité des Ivoiriens, vivent encore sur le territoire guinéen, auxquels il faut ajouter plus de 2 000 ex-réfugiés libériens et sierra-léonais qui ont choisi l'intégration locale.

Ma délégation souhaite qu'une plus grande attention leur soit accordée en termes d'appui en moyens de subsistance à même d'assurer leur autonomie.

S'agissant des réfugiés ivoiriens, le gouvernement de la Guinée, la Côte d'Ivoire et le HCR sont à pied d'œuvre pour la relance des opérations de leur rapatriement volontaire dès que les conditions de transport terrestre le permettront.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Mon Gouvernement se réjouit de l'éradication de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui a causé plus de 2 000 morts, mais aussi entravé les efforts de relance économique engagés par les autorités de mon pays.

Je saisis cette opportunité pour renouveler les sincères remerciements du Gouvernement et du Peuple de Guinée à l'ensemble de la communauté internationale et aux pays amis pour leur soutien au Gouvernement dans sa riposte contre cette pandémie. Nous profitons de cette tribune pour vivement les inviter à poursuivre leur soutien pour accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de son programme de développement post-Ebola qui vise à relancer l'économie nationale et promouvoir le bien être de la population.

Monsieur le Président,

Je souhaite plein succès à nos travaux.
Je vous remercie.